

<http://levenissian.fr/La-solidarite-populaire-face-au-coronavirus>



La solidarité populaire face au coronavirus

- Vie politique -

Date de mise en ligne : mardi 17 mars 2020

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Écrit dans la journée précédant l'intervention de Emmanuel Macron... proposition pour une expression forte des communistes

Le président aura encore parlé aux Français ce lundi 16 mars au soir.

Depuis des semaines, le gouvernement communique et prend des décisions en retard sur l'épidémie. En Janvier, la ministre de la santé affirmait « le risque de propagation du coronavirus dans la population est très faible » Il y a 10 jours, les messages sanitaires en restaient aux « gestes d'hygiène », se laver les mains, tousser dans son coude, utiliser des serviettes jetables... Pourtant, tout le monde disait déjà que la France connaîtrait la même évolution que l'Italie.

Le jeudi 12 mars, coup de semonce, fermeture des écoles. Pourtant, le premier tour est maintenu... dans ces mêmes écoles. Le samedi 14 mars, veille du premier tour, le premier ministre annonce la fermeture de tous les commerces hors santé et alimentaire. Tout le dimanche, les rumeurs sur une mesure encore plus forte de confinement total circulent favorisant ainsi l'abstention. Le gouvernement demande de ne pas rendre visite aux personnes âgées, mais dans les EPHAD et maisons de retraites, chacun sait qu'elles ont besoin de ces contacts sociaux et familiaux pour ne pas être affaiblies par la solitude.

Ce lundi 16 mars, les annonces d'entreprises fermant leur sites se succèdent (automobile...), les voyagistes et les compagnies aériennes annulent leurs prestations. On va vers un arrêt généralisé de l'activité. Macron annoncerait le report d'une manière ou d'une autre du deuxième tour des élections. Chacun s'interroge, est-il plus dangereux d'aller à la boulangerie qu'au bureau de vote ? Si un confinement complet est décidé, que faut-il faire ? Dans les parcs et squares, dans les grandes surfaces, le public se promène toujours en masse, sans règles de sécurité ou presque !

L'épidémie est sur la fin en Chine avec un bilan de moins de 100 000 malades et 3200 morts. Cela permet de mieux mesurer le risque quand l'état réagit rapidement. Rapporté à la France, cela représenterait 5000 malades et 150 morts [1]. On les a déjà dépassés alors que l'épidémie commence, pourquoi ?

Pourquoi n'avons nous pas partout des tests, des contrôles de température ? On nous explique qu'il ne faut pas « engorger » le système de santé publique, que seules les personnes jugées à risque seront testées et prises en charge. Mais personne ne nous annonce d'action urgente pour augmenter le nombre de lits ! La chine a construit plusieurs hôpitaux en quelques jours pour répondre à ses besoins. Et la France ?

Cette situation crée des tensions entre les Français les plus inquiets, demandant des mesures plus strictes pour réduire tout risque, considérant que le coronavirus nous met dans une situation qui relève de l'état d'urgence, et ceux qui vivent les contraintes comme injustes, doutant de leur équité et craignant des motivations politiciennes en arrière-plan, se demandant si les médias n'en rajoutent pas, si le gouvernement n'en profite pas pour renforcer un pouvoir autoritaire. Le sentiment que le gouvernement hésite et retarde conduit à craindre qu'il minimise ou exagère, qu'il ne nous dise pas toute la vérité. C'est très dangereux dans un pays où la fracture sociale et politique n'a jamais été aussi grande.

Le gouvernement nous a mis dans une situation contradictoire en maintenant le premier tour des élections le 15 mars. Quand un électeur s'abstient parce qu'il ne veut pas voter, ou parce qu'il préfère faire autre chose, il fait un choix, mais quand il ne peut participer par peur ou inquiétude devant les messages des autorités, il est empêché de

voter ! Résultat, des maires auront été élus le 15 mars avec des participations très faibles et ne l'auraient peut-être pas été avec une participation normale. Le gouvernement doit trancher entre deux mauvaises solutions, maintenir le deuxième tour avec des mesures d'accompagnement beaucoup plus importantes, ou reporter le deuxième tour, ce qui interroge sur les résultats du premier et sur la légitimité des élus sortants et des élus du premier tour... Le gouvernement devra assumer cette responsabilité et en tirer les conséquences sur ses erreurs.

Car ce dont nous avons besoin en urgence, c'est d'une rupture brutale avec la « politique pour les riches » qui caractérisait les réformes Macron. La privatisation de ADP et la réforme de l'assurance chômage sont reportées. Il faut faire de même sur la réforme des retraites et mobiliser toutes les forces sociales sur l'action contre l'épidémie.

Les communistes demandent des clarifications rapides

- **Tous les salaires, dans le public comme dans le privé, doivent être garantis.** Le coût ne doit pas être reporté sur nos impôts futurs, mais financé par un emprunt public obligatoire pour les hauts revenus et grandes fortunes.
- **Les prix de tous les produits de première nécessité doivent être encadrés,** leurs stocks doivent être mis sous contrôle d'un système de suivi public transparent, avec si nécessaire un rationnement des ventes.
- **La bourse doit être fermée** pour bloquer toute attaque contre des entreprises françaises en difficulté. Un plan public d'investissement dans les activités critiques (santé, environnement, énergie, mobilité, sécurité...) doit être décidé pour relancer l'économie et garantir notre souveraineté.
- **Un plan d'urgence pour l'hôpital public** doit être décidé, avec l'abandon immédiat des réformes encours, l'ouverture rapide de lits, le recrutement de personnels de soutien et l'approvisionnement en matériels de réanimation, respiration, d'urgence...

Cette crise sanitaire révèle les carences que notre pays connaît suite aux politiques d'austérité au service des plus riches. Il nous faut des services publics en capacité de répondre aux besoins de la population. Elle révèle aussi l'importance de la sécurité sociale qui permet de traiter chaque personne malade, « quoi qu'il en coûte » comme l'a dit le président dans un formidable aveu. Elle sert aussi d'amortisseur à la situation économique du pays.

Les communistes appellent les Français au respect des règles proposées par les médecins pour faire reculer l'épidémie, à la solidarité contre le chacun pour soi, à la rigueur et la transparence contre les rumeurs et fausses nouvelles, à l'action collective contre le repli sur soi.

[1] ce qui est beaucoup moins que la grippe saisonnière